

Les femmes et la population rurale jeune : le grand défi du développement

Marco Zupi

Les femmes et les jeunes font l'objet de discrimination en matière d'accès à l'emploi et de participation à la prise de décisions, privées et publiques

La pauvreté chronique des populations rurales se concentre dans certains groupes sociaux, là où les femmes sont à la tête du foyer, chez les jeunes ou pour ceux dépourvus de terres

Donner priorité à l'autonomisation des femmes et de la population rurale jeune est crucial pour renforcer le développement durable

Le développement est un concept contesté et un terme qui revêt des formes diverses et qui ne signifie pas la même chose pour tout le monde. Mais si nous l'envisageons sous un angle transformatif, il pourrait simplement signifier s'attaquer à des déterminants structurels de la pauvreté, de l'inégalité, de l'injustice et de la dégradation de l'environnement plutôt que de s'occuper de ses symptômes et de ses effets collatéraux.

Développement veut dire changement dans le sens d'élargir l'éventail des possibilités des populations et la résistance des systèmes adaptatifs (environnementaux et sociaux) complexes. En conséquence, lutter contre la pauvreté signifie combler les lacunes matérielles et multiplier les possibilités et les capacités, mais aussi encourager la liberté prise dans le sens du respect des droits de l'Homme pour tous. Une stratégie pour promouvoir les droits de l'Homme et la démocratie devrait être comprise dans un sens plus large que celui d'une simple introduction formelle de normes et de procédures : outre l'État de droit et la démocratie, il faut prévoir une autonomie économique, sociale et politique.

En effet, ces objectifs impliquent une autonomie dans le sens d'un transfert aux populations du contrôle, des compétences et des responsabilités sur la prise de décisions et les ressources. En d'autres termes, une combinaison d'améliorations immédiates du niveau de vie matériel des pauvres, avec un

volet psychosocial et politique, c'est-à-dire une combinaison d'aspects personnels, relationnels et collectifs (J. Degnbol-Martinussen and P. Engberg-Pedersen, 2003, *Aid: Understanding International Development Cooperation*, Zed Books, Londres).

Lorsqu'on observe les cartes des conflits, de la violence, de la pauvreté sociale et économique, du chômage et de l'inégalité, de la vulnérabilité et de la dégradation de l'environnement, de la faim et de la fragilité institutionnelle, nous constatons une représentation complexe d'interconnexions dans le bassin méditerranéen et dans d'autres pays. Le développement doit être conçu comme la meilleure prévention possible pour affronter ces interconnexions, et l'autonomisation des groupes pauvres et vulnérables est une condition préalable à leur participation effective et pour qu'ils aient des possibilités d'influer sur leur propre avenir. Permettre aux populations de s'impliquer dans le développement autodéterminé de leurs vies et de leur entourage, ainsi que de décider de leur destin, en renforçant les capacités individuelles et collectives, signifie établir un agenda de développement transformatif, ce qui implique un cadre universel dans ses aspirations et sa portée. Parallèlement, la durabilité sociale, économique, politique, culturelle et environnementale des processus de développement est étroitement liée aux réalités contextuelles spécifiques au niveau local (c'est-à-dire infranational).

Ce développement localisé ou cette approche locale est le meilleur moyen de promouvoir un développement inclusif et de réduire les inégalités économiques et politiques. Une telle perspective implique couvrir toutes les caractéristiques individuelles et locales des régions quant à leurs particularités culturelles, sociales et institutionnelles abordées comme des aspects importants afin de définir les politiques de développement adéquates. Pour ce faire, il est nécessaire de reconsidérer et de retravailler le sens réel de la propriété et le processus de développement endogène comme des dynamiques propres au contexte local, ainsi que de mettre en exergue l'importance de la cohésion sociale et de la lutte contre l'inégalité. Il faut affronter les différences de progression au sein des pays et des régions et les graves inégalités entre les populations, surtout entre les zones rurales et les zones urbaines. Comme le soulignait le Rapport de F. Barca de 2009, *An Agenda for A Reformed Cohesion Policy*, il faut mettre davantage l'accent sur la convergence territoriale et insister sur les stratégies qui devraient tenir compte de la diversité économique, sociale, politique et institutionnelle, afin de profiter au maximum du potentiel de développement aussi bien local que global.

Si nous entendons le développement comme un processus transformatif, les femmes et les jeunes représentent des agents puissants du changement. Investir dans les femmes est un impératif

moral et une fin en soi si l'on veut appliquer une approche fondée sur les droits, ainsi qu'une politique d'excellence axée sur les populations, afin de réduire et d'éradiquer la pauvreté. Ceci est dû à ce que l'on appelle « l'effet fille » (B. Teutsch, 2015, *100 under \$100. One hundred tools for empowering global women*, She Writes Press, Berkeley, CA) : en éduquant les filles on repousse le mariage et la maternité, on corrige l'équilibre des pouvoirs dans les processus de prise de décisions au niveau domestique et des communautés et on facilite leur accès aux emplois les mieux payés et à la condition d'agents actifs du développement pour elles-mêmes, leurs familles, leurs communautés et la société dans son ensemble. Un cercle vertueux qui remplace le piège de la pauvreté. Investir dans les femmes est aussi une magnifique politique de développement car les changements dans les rapports de force et de contrôle entre les hommes et les femmes dépendent de l'accroissement de l'indépendance, de la confiance en elles-mêmes, de leur la capacité d'action collective et de la conscience de la part des hommes. Cela signifie des stratégies passant d'une approche générique définie comme « l'intégration des femmes au développement » et de l'idée liée à celle d'une population indifférenciée de femmes comme des victimes passives, à une perspective plus proactive définie comme « genre et développement » (G&D).

Une perspective G&D est basée sur une combinaison de stratégies en faveur de l'égalité des sexes à travers des politiques et des objectifs prioritaires au niveau national et international, et des pratiques d'autonomisation des femmes incorporant les relations sociales, politiques, institutionnelles, économiques et culturelles (B. Mikkelsen, 2005, *Methods for Development Work and Research*, 2^e ed., Sage, Londres). À cet égard, l'idée de « genre » a supposé une amélioration d'ordre conceptuel représentant une notion et une interprétation sociale, institutionnelle et culturelle des différences et la discrimination sexuelles plutôt que biologique (M. A. Ferber et J. A. Nelson (eds.) (1993), *Beyond Economic Man: Feminist Theory and Economics*, University of Chicago

Population des 20 pays MENA en 2014

	Population totale	Population 0-14 ans (% du total)	Population 0-14 ans (total)	Population rurale
Algérie	38 934 334	28,2	10 981 783	11 630 075
Arabie saoudite	30 886 545	28,8	8 902 978	5 273 569
Bahreïn	1 361 930	21,2	288 876	153 639
Djibouti	876 174	33,0	289 167	199 224
EAU	9 086 139	13,8	1 256 956	1 338 752
Égypte	89 579 670	33,0	29 545 498	50 998 602
Irak	34 812 326	41,1	14 325 213	10 666 149
Iran	78 143 644	23,5	18 378 315	21 212 092
Israël	8 215 300	27,8	2 281 721	650 980
Jordanie	6 607 000	35,8	2 368 534	1 093 657
Koweït	3 753 121	22,5	843 699	62 827
Liban	4 546 774	24,1	1 093 797	560 617
Libye	6 258 984	29,7	1 857 057	1 354 507
Maroc	33 921 203	27,3	9 269 777	13 670 584
Oman	4 236 057	21,1	894 206	966 753
Palestine	4 294 682	40,6	1 742 583	1 072 554
Qatar	2 172 065	15,3	331 550	18 267
Syrie	22 157 800	36,8	8 156 993	9 471 352
Tunisie	10 996 600	23,3	2 561 982	3 667 916
Yémen	26 183 676	40,7	10 647 262	17 274 157
Total	417 024 024	30,2	126 017 946	151 336 273

Source : Base de données des indicateurs du développement dans le monde. Dernière mise à jour : 22 décembre 2015. Banque mondiale.

go Press, Chicago). Selon cette conceptualisation, développement signifie nécessairement autonomisation des femmes et des jeunes. Ces derniers, tout comme les femmes, sont déterminés biologiquement, mais ils sont aussi un phénomène construit socialement. Les jeunes ont un rôle important dans le développement présent et futur, car presque la moitié de la population mondiale a moins de 25 ans (P. Blaze Corcoran, P. M. Osano, 2009, *Young people, education, and sustainable development. Exploring principles, perspectives, and praxis*, Wageningen Academic Publishers, Wageningen), et près de 85 % vit dans des économies émergentes ou en développement et dans des États fragiles. La probabilité qu'ils ont d'être au chômage est le triple de celle des adultes. Tandis que plus ou moins un tiers de la jeunesse actuelle – dont la plupart sont des femmes – sont des personnes sans emploi, sans éducation ou formation (les dénommés « ni-ni »), un milliard d'entre eux entrera sur le marché du travail au cours de la prochaine décennie. Par conséquent, il faudra créer cinq millions de postes de travail par mois pour les absorber. Il existe des centaines de millions de jeunes en mouvement (Solutions for Youth Employment

(S4YE) coalition, 2015, *Toward Solutions for Youth Employment. A 2015 Baseline Report*, Washington, DC). La jeunesse, comme image inversée de l'âge adulte, a non seulement changé au fil des années, mais elle a aussi varié entre les différentes cultures (T. K. Hareven, 2005, "Changing Images of Aging and the Social Construction of the Life Course", dans M. Featherstone, A. Wernick (eds.), *Images of Aging: Cultural Representations of Later Life*, Routledge, Londres).

Finalement, dans ce contexte, il est indubitable que les systèmes alimentaires durables sont un défi d'envergure mondiale. En plus de l'écologie et du développement rural, y faire face signifie innovation. Celle-ci devrait être une fonction des écosystèmes durables, basée sur une amélioration des conditions d'existence et sur une autonomisation des populations rurales au moyen d'une agriculture durable et de stratégies de développement local et inclusif intégrées (c'est-à-dire multisectorielles) et adaptées à chaque endroit précis (FAO, OCDE et UNCDF, 2015, *The Territorial Approach to Food Security and Nutrition Policy. Conference Report*, Expo Milan 2015, Milan, 19 octobre). Comme l'a souligné le *Rapport 2015 des Nations unies sur les objectifs du Millénaire pour*

le développement, les disparités entre les zones rurales et les zones urbaines sont toujours importantes, étant donné que la majeure partie de la charge du développement inégal répercute sur les zones rurales, où le manque d'accès aux nouvelles technologies, à l'énergie et aux services sociaux affectent négativement le piège de la pauvreté (UN, 2015, *The Millennium Development Goals Report 2015*, New York, juillet).

En termes généraux, les femmes et les jeunes continuent à être désavantagés sur le marché du travail et demeurent confrontés à la discrimination en matière d'accès à l'emploi et de participation à la prise de décisions publiques et privées, tandis que les inégalités entre les zones rurales et les zones urbaines s'accroissent.

Avant tout, des efforts dirigés à soutenir les personnes les plus défavorisées du fait de leur sexe, âge ou situation géographique sont nécessaires car donner priorité à l'autonomisation et au pouvoir d'agir des femmes et de la population rurale jeune est crucial pour renforcer le développement durable.

L'autonomisation des femmes et de la population jeune rurale dans la région MENA

Le Rapport sur le développement humain 2010 du PNUD, félicitait certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (la région MENA), comme la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, ainsi que l'Arabie saoudite et Oman, pour les résultats sans précédents obtenus en matière de développement humain pendant 40 ans. À partir de janvier 2011, une forte demande de démocratie, de travail, de dignité et de liberté éclate dans le monde arabe qui se soulève contre un régime autoritaire et irresponsable sur une population aliénée. L'essentiel des rebellions en Tunisie, en Égypte et en Libye était composé d'étudiants de l'enseignement secondaire et du supérieur. Et à la base, ces soulèvements ont été qualifiés de « simples émeutes estudiantines ». (I. W. Zartman

(ed.), 2015, *Arab Spring. Negotiating in the Shadow of the Intifadat*, The University of Georgia Press, Londres).

Au cours du *Printemps arabe*, aussi bien les gouvernements nationaux que les initiatives internationales – y compris le Partenariat euroméditerranéen lancé en novembre 1995 – ont montré peu d'empressement et de capacité pour comprendre les phénomènes plus profonds et structurels liés aux femmes et aux jeunes de la région MENA.

Dans toute la région, les codes du statut personnel sont encore un obstacle clé auquel sont confrontées les femmes. La loi varie d'un pays à l'autre, mais à l'exception de la Tunisie et du Maroc, elle ne se caractérise pas pour sa sensibilité envers le genre (conformément aux critères de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes (en anglais, CEDAW). Les victimes des turbulences qui affectent la région, avec la guerre civile en Syrie, la déstabilisation en Libye et les camps de réfugiés dans les pays voisins, sont surtout les femmes et les filles (K. Heideman, M. Youssef, W. Drumheller, 2014, *MENA Women: Opportunities and Obstacles in 2014*, Woodrow Wilson Center, Washington, DC).

Sur la base d'indicateurs du développement dans le monde – la principale compilation d'indicateurs de développement de la Banque mondiale réunie à partir de sources internationales reconnues officiellement –, à l'exception de Djibouti et de la Syrie (pour lesquels aucune donnée n'est disponible), 30 % de la population des 20 pays MENA, équivalant à plus de 126 millions d'enfants, a moins de 15 ans. Selon Youth Policy Press, plus de 28 % de la population a entre 15 et 29 ans, ce qui représente plus de 116 millions de jeunes. Ces derniers sont le segment qui croît le plus rapidement. Près de 60 % de la population a moins de 25 ans, la région devenant ainsi une des plus jeunes du monde, l'âge moyen étant de 22 ans contre une moyenne mondiale de 28 ans (Youth Policy Press, 2015, *Middle East and North Africa: Youth facts*, Berlin).

En 2014 et 2015 la situation de la sécurité alimentaire dans les pays MENA s'est détériorée dans des proportions inquiétantes à la suite de

l'instabilité politique et, dans les cas de l'Égypte, du Yémen, de la Syrie et de la Libye, de la violence. Les effets négatifs ont eu des répercussions sur tous les groupes les plus vulnérables, comme les personnes sans emploi, les femmes, les personnes âgées et les jeunes. Ces derniers temps, la région MENA se situait parmi celles qui ont accompli moins de progrès en sécurité alimentaire dans le monde (EIU, 2014, *Food Security in Focus: Middle East & North Africa 2014*, London).

Plus de 50 % des aliments consommés dans la région sont importés, ce qui en fait la plus grande importatrice d'aliments au niveau mondial. Les taux de croissance démographique élevés unis à la grave pénurie de terres cultivables et d'eau (les niveaux d'eau par habitant sont les plus bas du monde et il est prévu que le changement climatique provoque une diminution du volume des précipitations de 20 %) portent à croire qu'à l'avenir, cette dépendance des importations augmentera ou se maintiendra aux niveaux actuels (Banque mondiale, 2008, *Agriculture and rural development in MENA*. Sector brief, Washington, DC). Près de 70 % des pauvres de la région vit dans les zones rurales. La pauvreté chronique des populations rurales n'est pas généralisée (sauf au Yémen), mais elle se concentre dans certains groupes sociaux, là où les femmes sont à la tête du foyer, chez les jeunes, pour ceux dépourvus de terres et les ouvriers agricoles, ainsi que dans certains territoires (inégalités spatiales).

Avec 417 millions d'habitants, le produit national brut (PNB) est élevé, mais cet indicateur ne dit rien de comment sont réparties les ressources parmi les groupes de populations ni des nombreux aspects du développement au-delà des mesures monétaires. Dans la région MENA, la plupart des populations vivent dans les pays à revenu intermédiaire. Le Qatar (92 200 dollars), le Koweït (49 300 dollars), les EAU (44 600 dollars), Israël (35 320 dollars), l'Arabie saoudite (25 140 dollars), Bahreïn (21 060 dollars) et Oman (16 870 dollars) sont des pays à revenu élevé ; le Liban (10 030 dollars), la Libye (7 820 dollars), l'Iran (7 120 dollars), l'Irak (6 500 dollars), l'Algérie (5 490 dollars), la Jordanie (5 160 dollars) et la

Tunisie (4 230 dollars) sont des pays à revenu moyen-élevé ; et le Maroc (3 070 dollars), la Palestine (3 060 dollars), l'Égypte (3 050 dollars) et le Yémen (1 300 dollars) sont des économies à revenu moyen-faible.

La partie de la population en situation de pauvreté extrême – vivant avec moins de 1,25 dollars par jour (mesuré en parité de pouvoir d'achat) – est assez restreinte dans toute la région : en 2012 elle représentait environ 7,4 %, face au 4,1 % de 2010 (CESAO, 2014, *Sustainable development goals... An Arab regional perspective, Arab High Level Forum on Sustainable Development*). Par ailleurs, si l'on tient compte des seuils de pauvreté nationaux, en 2012, près de 23,4 % de la population arabe vivait en-deçà de cette limite contre 22,7 % en 1990 (CESAO et Ligue arabe, 2013, *Arab Millennium Development Goals report: Facing challenges and looking beyond 2015*, Beyrouth).

Bien que le PNB par habitant soit élevé, actuellement la région MENA doit faire face à un taux de chômage des jeunes plus élevé (29,9 %) et de participation des jeunes et des femmes le plus bas du monde (plus de 50 %), qui devrait continuer à augmenter au cours des prochaines années. Les femmes connaissent encore des taux de chômage élevés (le fossé existant entre les hommes et les femmes est de 12 %, beaucoup plus grand que dans le reste du monde) et de bas niveaux d'emploi (près de 50 %, tandis qu'en Afrique subsaharienne il est de 10 %), elles ont moins de chances de participer à la force de travail (en 2014, le taux de participation des femmes était de 21,7 %, soit 53,5 points de pourcentage en-dessous de celle des hommes) et elles sont davantage exposées à occuper des emplois précaires (le fossé hommes-femmes est de plus de 20 % en Afrique du Nord), c'est-à-dire de travailler à leur compte ou dans des entreprises familiales. Outre la discrimination, ces disparités entre les sexes représentent un gaspillage sérieux et important du potentiel des femmes et des jeunes dans le développement quant à leurs aptitudes, talent et motivation (OIT, 2015, *World employment and social outlook. Trends 2015*, Genève). En même temps, la pauvreté rurale nourrit la mi-

gration vers les villes (principalement les villes côtières), incapables de créer suffisamment d'emplois pour absorber la croissance de la main d'œuvre.

L'absence d'institutions garantissant la pleine citoyenneté économique et politique des femmes et des jeunes, surtout dans les zones rurales, et un déficit des capacités administratives et institutionnelles pour mettre en œuvre la reconnaissance de leur aptitude à agir, entravent les perspectives de changements dans la région MENA. Le terme « institutions » doit être pris au sens large : les lois, les codes et les normes sociales, la mauvaise gouvernance ; la propriété foncière, l'accès au crédit, le fonctionnement du marché et du marché informel (D. F. Angel-Urdinola, K. Tanabe, 2012, *Micro-Determinants of Informal Employment in The Middle East and North Africa Region*, World Bank SP Discussion Paper, 1201) et l'épuisement des ressources sont, dans une certaine mesure, responsables de l'échec à l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Les résultats en matière d'éducation sont relativement élevés et ont connu un accroissement notable au cours de la dernière décennie, en particulier parmi les filles. Ce phénomène avait suscité des espoirs et des perspectives d'emploi et de mobilité sociale, qui ont été déçues et le sont encore. L'automatisme imaginé par la théorie sur le capital humain concernant la corrélation entre éducation et niveau de salaire moyen demeure loin de la réalité et le résultat a donc provoqué un sentiment largement répandu de frustration. Il est logique de parler de soulèvement et de mécontentement sous la rubrique « du Pain et des Roses » : la démocratie, les droits de l'Homme et la liberté (les roses) ne peuvent être considérés indépendamment de la demande d'emplois décents (permettant de gagner de quoi vivre).

Le risque de voir renaître les anciens modèles patriarcaux et tribaux de relations sociales (Z. Mir-Hosseini, 2011, "Beyond 'Islam'vs 'feminism'", *IDS Bulletin*, N. 42(1)), l'absence de politiques promouvant l'égalité entre les sexes parmi les priorités des gouvernements de la région, les migrations affectant, aujourd'hui et dans un avenir proche, le bassin méditerranéen, le « choc des ci-

vilisations » attendu par des petites minorités au nom d'un « retour à la charia » (A. Tausch, A. Heshmati, 2016, "Islamism and Gender Relations in the Muslim World as Reflected in Recent World Values Survey Data", *IZA Discussion Paper No. 9672*, Bonn) rétrograde et les demandes peu réalistes d'une culture et d'une identité nationale (ou infranationale) sont des phénomènes réels.

Cependant, notre approche des connaissances et des politiques devrait être conçue à travers l'établissement d'une séquence logique. Les institutions sont des éléments cruciaux et interdépendants de notre réalité sociale très complexe, soit comme des rapports de force formels (action législative), des accords formels ou informels (par exemple, des négociations), soit comme une organisation de la sphère sociale (comme les marchés).

Notre connaissance de la réalité peut être représentée en strates, en considérant trois niveaux différents : ladite « strate profonde » de la réalité qui est au-delà des strates empirique et factuelle, ne peut être observée directement car elle est associée à des mécanismes causaux, à des structures de pouvoir et à des relations institutionnelles qui doivent être analysées. Nous devons donc réfléchir et agir sur trois fronts : la rhétorique constitutionnelle de l'État de droit ; les faits et les pratiques « objectifs » empiriques ; les perceptions, les opinions et les attitudes subjectives.

Ce sont-là les trois niveaux différents de la réalité. Ils sont tous importants et sont tous étroitement liés, mais ne sont pas la même chose (M. Zupi, 2015, *Measuring women's empowerment and discriminatory social institutions in Senegal. Definition, conceptualization & measurement. A discussion paper*, CeSPI-UNWOMEN, Dakar). Il faut identifier à tout moment, les dimensions structurelles les plus importantes afin de les utiliser comme un instrument pour le développement. Dans le contexte de la polarisation géographique et de la stratification sociale de la région MENA, les possibilités d'un travail décent pour les femmes et les jeunes constituent toujours un tournant clé pour un processus transformatif d'autonomisation des groupes vulnérables. ■